

entendre une pareille déclaration, le monde entier pourra dire avec raison que le chêne orgueilleux qui représente la puissance anglaise, dépérit branche par branche, et est gâté jusqu'au cœur. Aucun faux-fuyant ne saurait soustraire l'Angleterre à l'obligation de défendre le Canada. Non seulement c'est une question entre le Canada et nous, mais c'est aussi une question importante dans nos rapports avec les États-Unis. L'avis que vient de nous donner le gouvernement des États-Unis me semble si manifestement hostile que c'est presque une déclaration de guerre; je nos ancêtres, du moins, l'auraient ainsi considéré."

Si telles sont les vues qu'on exprime en Angleterre au moment où le Canada manifeste si énergiquement son désir de rester uni à l'Angleterre, sous le drapeau que nous chérissons tous, peut-on prétendre que nous n'aurons pas assez d'énergie pour nous défendre? Je suis sûr, M. l'ORATEUR, que les citoyens du Canada ne reculeront pas si l'occasion se présente. Les fastes de 1812 sont présents à nos cœurs, et le sang des loyalistes des États-Unis qui sont venus ici, lors de la déclaration d'indépendance, pour vivre sous la protection des lois anglaises, est encore bouillant dans nos veines. (Écoutez!) M. l'ORATEUR, j'espère que cette union s'accomplira, que la domination anglaise ne fera que se consolider sur notre continent, que notre union avec la mère-patrie sera plus fortement cimentée, et que notre pays offrira une heureuse patrie à des centaines de mille d'émigrants anglais, ainsi qu'à tous ceux qui y vivent aujourd'hui, et même aux enfants de leurs enfants, dans les siècles à venir. (Écoutez! et applaudissements.)

M. CARTWRIGHT.—M. l'ORATEUR:—Le débat commence à prendre une tournure singulière. Tout dernièrement encore les hon. membres de l'opposition se plaignaient de la précipitation extrême,—ils ont même dit: indécente,—avec laquelle cette mesure était discutée. Ils ont affirmé que ce projet est le seul lien qui unisse les membres du cabinet actuel, et de plus que, dans leur aveugle mais audacieux empressement à atteindre leurs fins, les ministres ont gravement compromis nos intérêts en faisant des concessions à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick. Toutefois, la question est dernièrement entrée dans une nouvelle phase. On a découvert qu'au lieu d'être un lien entre les ministres, ce projet n'était qu'un subterfuge habile pour se maintenir quand même au pouvoir. Laissant de côté la contradiction flagrante de toutes ces accusations, et l'absurdité de cette prétention que le projet est le seul lien qui maintienne les

ministres unis, j'expliquerai, en quelques mots, les raisons qui m'ont porté, d'accord avec la majorité de cette chambre et du pays, à soutenir les hon. ministres non seulement dans la mesure que nous discutons actuellement, mais dans le programme politique qui les a conduits à la fusion opérée l'été dernier. Ils ont agi en cette circonstance avec le plein assentiment de leurs partisans, et ce qu'ils ont fait engage notre honneur autant que le leur. Mais, M. l'ORATEUR, loin de moi l'idée de prétendre qu'ils ont eu tort. Nous étions alors justifiés par de bonnes raisons qui ont aujourd'hui encore dix fois plus de poids. Pour les comprendre ces raisons, M. l'ORATEUR, il suffit de se reporter à notre histoire parlementaire des quelques dernières années, et de se demander si aucune expression est assez forte, aucun sacrifice assez grand en face de la nécessité de mettre fin au triste état de choses que nous avons subi durant cette période. Je parlerai d'abord de la précipitation dont on accuse les ministres. Nul doute que les négociations relatives à la confédération ont marché avec une rapidité étonnante. On ne saurait citer un pareil exemple de rapidité quand il s'est agi d'un projet aussi vaste et aussi délicat. Mais, loin de voir dans ce fait un inconvénient ou une preuve que le pays a été surpris par ce projet, j'y trouve un présage assuré de son succès malgré les échecs momentanés qu'il pourra éprouver, parce qu'ainsi est démontré le zèle et l'honnêteté des ministres qui se sont dévoués à ce projet, et de plus, parce que c'est une preuve de l'influence des événements pendant les quelques dernières années sur le résultat final de cette mesure, qui n'est, en définitive, qu'une conclusion inévitable à laquelle le Canada, du moins, était arrivé, et que les hon. ministres ne font que hâter d'accord en cela avec les vœux de tout Canadien qui désire rester sous la domination anglaise. De plus, ce projet est la seule alternative qui nous reste pour échapper à l'absorption par les États-Unis. Cet argument a peut-être pour moi plus de poids que pour certains hon. membres. Quelques-uns ont peut-être en secret caressé ce rêve magnifique, si cher aux Américains, d'un empire s'étendant d'une mer à l'autre et unissant, sous une même domination, tous les états et provinces répandus depuis le golfe du Mexique jusqu'à la Baie d'Hudson. Je comprends, M. l'ORATEUR, la fascination que peut exercer une semblable idée, et